

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

paraissant les lundi et jeudi de chaque semaine

ABONNEMENT	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENT ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays de la CAPTEAO : voie ordinaire :22.000		42.000	Adresser les demandes d'abonnement au chef du Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan, BCEAO A 0005 0002.	La ligne décomposée en corps 8 de 62 lettres en signe : Interligne et blancs compris..... 2.500 francs Pour chaque annonce répétée, la ligne 1.500 francs
voie aérienne :28.000		39.000		
communs : voie ordinaire.....25.000		35.000	Les abonnés désireux de recevoir un reçu sont priés d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.	Il n'est jamais compté moins de 10 lignes ou perçu moins de..... 25.000 francs pour les annonces.
voie aérienne.....30.000		50.000		
Etranger : France et pays extérieurs communs : voie ordinaire25.000		35.000	Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service des <i>Journaux officiels</i> au plus tard le jeudi précédant la date de parution du « J.O. »	Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu en plus du prix du numéro les frais de timbre et de légalisation en vigueur.
voie aérienne30.000		50.000		
Prix du numéro de l'année courante1.000				
Au-delà du cinquième exemplaire800				
Prix du numéro d'une année antérieure1.500				
Prix du numéro légalisé.....2.000				
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.				

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****2019 ACTES PRESIDENTIELS****PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

23 juillet ...	Loi n°2019-672 autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord pour l'établissement d'Africa Finance Corporation.	969
2017		
8 février ...	Décret n°2017-81 portant application de la loi n°2014-134 du 24 mars 2014 sur le contentieux des infractions à la réglementation des relations financières extérieures des Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.	973
2019		
19 juin ...	Décret n°2019-530 portant nomination de M. YAPI Houphouët Félix, directeur de Cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.	976
19 juin ...	Décret n°2019-532 portant nomination de M. Moumouni SYLLA, directeur de Cabinet du ministre de la Ville.	977
19 juin ...	Décret n°2019-533 portant nomination de M. Brahim FOFANA, directeur de Cabinet du ministre de l'Assainissement et de la Salubrité.	977
19 juin ...	Décret n°2019-534 portant nomination de M. KOUABLAN François, directeur de Cabinet du ministre de l'Environnement et du Développement durable.	977
24 juillet ...	Décret n°2019-688 portant libération conditionnelle de seize détenus.	978

2019 ACTES DU GOUVERNEMENT**MINISTERE DES TRANSPORTS**

6 août ...	Arrêté n°0041/MT/CAB portant approbation du règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes, dénommé RACI 6003.	980
------------	---	-----

**MINISTERE DE LA CONSTRUCTION,
DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME**

12 mars ...	Arrêté n°19-00002/MCLU/DGUF/DU/SDAPU portant approbation du plan de lotissement dénommé "AKPES-SEKRO CORRIDOR", commune de Yamoussoukro, district autonome de Yamoussoukro.	981
-------------	---	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et annonces.	981
-------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE**ACTES PRESIDENTIELS****PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

LOI n° 2019-672 du 23 juillet 2019 autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord pour l'établissement d'Africa Finance Corporation.

L'ASSEMBLEE NATIONALE a adopté,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

MAC Oumé		
11.	KRA Ziabi Olivier, né le 1 ^{er} janvier 1975 à Douagbo, fils de Yara KRA Henri et de KOBELI Timbla Elise, plan- teur, domicilié à Diégonéfla.	condamné, le 31 décembre 2015 à 10 ans d'emprisonnement et à 200 000 francs d'amende, ainsi qu'aux peines complémentaires pour vol avec violences, articles 392, 393, 394 et 396 du Code pénal. La peine d'emprisonnement a été ramenée à 5 ans par la Cour d'Appel de Daloa le 16 mars 2017. MD du 14-12-2015.
MAC Sassandra		
12.	DICKO Ali, né en 1990 à Lakota, fils de Karim DICKO et de Aminata DICKO, maçon, domicilié à Divo.	condamné à 36 mois d'emprisonnement et à 500 000 francs d'amende, pour escroquerie portant sur la somme de 1 850 000 francs CFA, articles 403 et 420 du Code pénal. MD du 08-08-2017.
MAC Soubré		
13.	Bakary TRAORE, né en 1968 à Gouworé (Mali), fils de feu Diarra TRAORE et de feu Fatoumata Coulibaly.	condamné, le 10 mai 2016 à 20 ans d'emprisonnement pour parricide, articles 279, 342-3 et 348 du Code pénal. MD du 18-12-1995. LP du 16-05-2008. Incarcération le 21-03-2016.
MAC Tabou		
14.	VANO Wagnoumou Fabien, né le 25 octobre 1990 à Nakiayo (Saïoua), fils de VANO Bernard et de LIGUE Simone, agent commercial, domicilié à Nakiayo.	condamné, le 17 décembre 2014 à 10 ans d'emprisonnement et à 500 000 francs d'amende, ainsi qu'aux peines complémentaires pour complicité de vol en réunion à main armée, articles 392, 394, 396 et 397 du Code pénal. MD du 02-07-2013.
MAC Touba		
15.	BAMBA Massiami, née le 1 ^{er} janvier 1995 à Touba, fille de BAMBA Bakary et de TOURE Massandjé, sans emploi, domiciliée à Touba.	condamnée, le 1 ^{er} mars 2018 à 36 mois d'emprisonnement ferme pour vol de nuit en réunion portant sur deux téléphones portables et des numéraires, articles 392, 394, 396 et 397 du Code pénal. MD du 02-06-2017.
MAC Toumodi		
16.	DORE Gopou Daniel, né le 26 juin 1982 à Cocody (Abidjan), fils de DORE Gopouna Samuel et de KAKE Monique, comptable, domicilié à Yamoussoukro.	condamné, le 6 avril 2017 à 10 ans d'emprisonnement ferme et à 1 000 000 de franc CFA d'amende pour abus de confiance portant sur la somme de 76 758 795 francs, articles 401 et 420 du Code pénal. MD du 26-11-2014.

Fait à Abidjan, le 24 juillet 2019.

Alassane OUATTARA.

ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ARRÊTE n°0041/MT/CAB du 6 août 2019 portant approbation du Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes dénommé RACI 6003.

LE MINISTRE DES TRANSPORTS,

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 2008-08 du 23 janvier 2008 portant Code de l'Aviation civile ;

Vu le décret n° 2008-277 du 3 octobre 2008 portant organisation et fonctionnement de l'Administration autonome de l'Aviation civile dénommée Autorité nationale de l'Aviation civile, en abrégé ANAC ;

Vu le décret n° 2011-401 du 16 novembre 2011 portant organisation du ministère des Transports, tel que modifié par le décret n°2015-18 du 14 janvier 2015 ;

Vu le décret n° 2014-24 du 22 janvier 2014 portant organisation et fonctionnement des services de recherches et sauvetage des aéronefs en détresse en temps de paix ;

Vu le décret n° 2014-97 du 12 mars 2014 portant réglementation de la sécurité aérienne ;

Vu le décret n° 2014-512 du 15 septembre 2014 fixant les règles relatives à la supervision de la sécurité et de la sûreté de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 2018-614 du 4 juillet 2018 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2018-617 du 10 juillet 2018 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, en qualité de ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat ;

Vu le décret n° 2018-618 du 10 juillet 2018 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n°2018-914 du 10 décembre 2018 ;

Vu le décret n° 2018-648 du 1^{er} août 2018 portant attributions des membres du Gouvernement ;

ARRETE :

Article 1.— Est approuvé et annexé au présent arrêté, le Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes, dénommé RACI 6003.

Art. 2.— En raison de l'évolution et des changements constants des normes et procédures dans le secteur de l'aviation civile, ainsi que la célérité que requiert leur application, le directeur général de l'Autorité nationale de l'Aviation civile, en abrégé ANAC, est autorisé à apporter les amendements nécessaires au RACI 6003.

Art. 3.— Le contenu du RACI 6003 est disponible sur le site internet www.anac.ci de l'Autorité nationale de l'Aviation civile.

Tout amendement du RACI 6003, doit être publié sur le site internet de l'Autorité nationale de l'Aviation civile ci-dessus mentionné, à la diligence du directeur général de ladite Autorité.

Art. 4.— Le directeur général de l'Autorité nationale de l'Aviation civile est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 6 août 2019.

Amadou KONE.

MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME

ARRETE n° 19-00002/ MCLU/DGUF/DU/SDAPU portant approbation du plan de lotissement dénommé « AKPESSEKRO CORRIDOR » commune de Yamoussoukro, district autonome de Yamoussoukro.

LE MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 62-253 du 31 juillet 1962 relative aux plans d'urbanisme ;

Vu le décret n°95-520 du 5 juillet 1995 portant organisation des procédures d'élaboration, d'approbation et d'application des lotissements dans le domaine privé urbain de l'Etat et des communes ;

Vu le décret n°2018-614 du 4 juillet 2018 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n°2018-618 du 10 juillet 2018 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n°2018-648 du 1^{er} août 2018 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n°028/MCAU/DGUF/DTC du 14 octobre 2011 portant institution du Certificat de Conformité des lotissements, des morcellements et de l'aménagement foncier ;

Vu l'arrêté n°030/MCAU/CAB/DGUF/DU du 14 octobre 2011 portant constitution de réserves foncières pour les projets sociaux ;

Vu l'arrêté n° 16-0023/MCU/DGUF/DU/SDAF du 10 août 2016 portant ouverture d'une enquête publique en vue de l'approbation du plan de lotissement dénommé « AKPESSEKRO CORRIDOR » ;

Vu l'attestation de propriété coutumière délivrée le 17 avril 2012 par le chef du village de Akpéssékro ;

Vu la demande de lotissement formulée le 9 septembre 2011 par le chef du village de Akpéssékro ;

Vu le courrier n° 2013-680/CY/SG/DST du 14 août 2013 par lequel M. le Maire de la commune de Yamoussoukro donne son accord de principe au lotissement dénommé « AKPESSEKRO CORRIDOR » ;

Vu le courrier n°474/PY/SG/DOM du 7 décembre 2016 par lequel M. le Préfet de Yamoussoukro transmet le rapport d'enquête publique et le procès-verbal de la réunion de la Commission mixte des lotissements ;

Vu le rapport de fin d'enquête publique du 26 octobre 2016 ;

Vu le procès-verbal de réunion de la Commission mixte de lotissement du 11 novembre 2016 ;

Vu le plan de situation de la parcelle à lotir ;

Vu l'extrait topographique de la parcelle d'une superficie de 77 ha 25 ca dressé le 29 mai 2013 par le Cabinet de géomètre expert agréé « PAN GASTON » ;

Vu le projet de lotissement dressé par le Cabinet d'urbanisme agréé « 3AU » ;

Vu le plan de lotissement n°S-IV-126 du 30 décembre 2016 dénommé « AKPESSEKRO CORRIDOR » ;

Sur proposition du directeur de l'Urbanisme,

ARRETE :

Article 1.— Le plan de lotissement n°S-IV-126 du 30 décembre 2016 dénommé « AKPESSEKRO CORRIDOR » est approuvé. Il est déclaré d'utilité publique et vaut alignement.

Art. 2.— Le plan de lotissement dénommé « AKPESSEKRO CORRIDOR » comporte 60 îlots numérotés de 1 à 60.

Les îlots suivants sont réservés à des équipements et affectés à l'Etat : îlots n°10 ; 11 ; 13 ; 17 ; 18 ; 25 ; 27 (lot 246) ; 29 ; 39 ; 42 ; 45 ; 54 et 58.

Les îlots n°08 et 56 sont des réserves pour aménagements privés.

L'îlot n°57 est une réserve foncière pour les projets sociaux.

Tous les autres îlots sont affectés à l'habitation et comprennent 508 lots numérotés de 1 à 508.

Art. 3.— Le gouverneur du district autonome de Yamoussoukro, le préfet de Yamoussoukro, le maire de la commune de Yamoussoukro, le directeur de l'Urbanisme, le directeur de l'Assainissement et du Drainage et le directeur de la Topographie et de la Cartographie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 12 mars 2019.

Bruno Nabagné KONE.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

L'administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

CERTIFICAT FONCIER INDIVIDUEL

N° 17/2015/000 084

Le présent certificat foncier est délivré au vu des résultats de l'enquête officielle n°0657 du 23 septembre 2015 validée par le comité de gestion foncière rurale de Duffrébo, le 22 avril 2016, sur la parcelle n° 0053 d'une superficie de 02 ha 43 a 48 ca à Comoé-N'Danou.

Nom : KOFFI.

Prénoms : N'Da Kouassi Olivier.

Date et lieu de naissance : 2 mars 1975 à Abengourou.

Nom et prénom du père : KOFFI Koffi.

Nom et prénom de la mère : KOFFI Assia.

Nationalité : ivoirienne.



**AUTORITE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE
DE CÔTE D'IVOIRE**

29 AVR 2019

Abidjan, le

Décision n° 00002313 /ANAC/DG/DSNAA/DTA
portant amendement n° 3, Edition n°4 du Règlement aéronautique
de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes « RACI 6003 »

LE DIRECTEUR GENERAL

- Vu la Constitution ;
- Vu la Convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 07 décembre 1944 ;
- Vu le Règlement n° 08/2013/CM/UEMOA du 26 septembre 2013 portant adoption du Code communautaire de l'aviation civile des Etats membres de l'UEMOA ;
- Vu l'Ordonnance n°2008-08 du 23 janvier 2008 portant Code de l'aviation civile ;
- Vu le Décret n°2008-277 du 03 octobre 2008 portant organisation et fonctionnement de l'Administration Autonome de l'Aviation Civile dénommée « Autorité Nationale de l'Aviation Civile » en abrégé (ANAC) ;
- Vu le Décret n° 2013-285 du 24 avril 2013 portant nomination du Directeur Général de l'Administration autonome de l'Aviation civile dénommée «Autorité Nationale de l'Aviation Civile en abrégé « ANAC » ;
- Vu le Décret n°2014-97 du 12 mars 2014 portant réglementation de la sécurité aérienne ;
- Vu le Décret n°2014-512 du 15 septembre 2014 fixant les règles relatives à la supervision de la sécurité et de la sûreté de l'aviation civile ;
- Vu l'Arrêté n°326/MT/CAB du 20 août 2014 autorisant le Directeur Général de l'Autorité Nationale de l'Aviation Civile à prendre par Décision les Règlements techniques en matière de sécurité et de sûreté de l'aviation civile ;
- Vu l'Arrêté n° 569/MT/CAB du 02 décembre 2014 portant approbation de Règlements techniques en matière de sécurité et de sûreté de l'Aviation Civile ;

Sur proposition du Directeur de la Sécurité de la Navigation Aérienne et des Aéroports, et après examen et validation par le comité de travail relatif à la réglementation de la sécurité,

DECIDE :

Article 1 : Objet

Est adopté l'amendement n° 3, Edition n°4 du Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aéroports, codifié « RACI 6003 ».

Article 2 : Portée de l'amendement

L'amendement porte sur l'insertion d'un Chapitre 6, relatif aux études aéronautiques.

Article 3 : Date d'entrée en vigueur et application

La présente décision qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, entre en vigueur et est applicable à compter de sa date de signature.



PJ :

- Note d'accompagnement
- Amendement n°03, Edition 4 du RACI 6003

Ampliations :

- Tout Exploitant d'aéroport
- Site internet
- ANAC
- /Q-Pulse



MINISTRE DES TRANSPORTS

AUTORITE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE
DE CÔTE D'IVOIRE

Réf : RACI 6003

**REGLEMENT AERONAUTIQUE
DE CÔTE D'IVOIRE RELATIF A LA
CERTIFICATION DES AÉRODROMES**

« RACI 6003 »

4ème édition – Avril 2019

LISTE DES PAGES EFFECTIVES

Page	Édition	Date édition	Amendement	Date amendement
i	4	26/04/2019	3	26/04/2019
ii	4	26/04/2019	3	26/04/2019
iii	4	26/04/2019	3	26/04/2019
iv	4	26/04/2019	3	26/04/2019
v	4	26/04/2019	3	26/04/2019
vi	4	26/04/2019	3	26/04/2019
vii	4	26/04/2019	3	26/04/2019
vii	4	26/04/2019	3	26/04/2019
viii	4	26/04/2019	3	26/04/2019
ix	4	26/04/2019	3	26/04/2019
1-1	4	26/04/2019	3	26/04/2019
1-2	4	26/04/2019	3	26/04/2019
1-3	4	26/04/2019	3	26/04/2019
2-1	4	26/04/2019	3	26/04/2019
2-2	4	26/04/2019	3	26/04/2019
2-3	4	26/04/2019	3	26/04/2019
2-4	4	26/04/2019	3	26/04/2019
2-5	4	26/04/2019	3	26/04/2019
3-1	4	26/04/2019	3	26/04/2019
3-2	4	26/04/2019	3	26/04/2019
3-3	4	26/04/2019	3	26/04/2019
4-1	4	26/04/2019	3	26/04/2019
4-2	4	26/04/2019	3	26/04/2019
4-3	4	26/04/2019	3	26/04/2019
4-4	4	26/04/2019	3	26/04/2019
4-5	4	26/04/2019	3	26/04/2019
5-1	4	26/04/2019	3	26/04/2019
6-1	4	26/04/2019	3	26/04/2019
6-2	4	26/04/2019	3	26/04/2019
APP 1 -1	4	26/04/2019	3	26/04/2019
APP 1-2	4	26/04/2019	3	26/04/2019
APP 2 -1	4	26/04/2019	3	26/04/2019
APP 2-2	4	26/04/2019	3	26/04/2019
APP 2-3	4	26/04/2019	3	26/04/2019
APP 2-4	4	26/04/2019	3	26/04/2019

INSCRIPTION DES AMENDEMENTS ET RECTIFICATIFS

AMENDEMENTS			
N°	Applicable le	Inscrit le	par
0 à 3	Incorporés dans la présente édition		

RECTIFICATIFS			
N°	Applicable le	Inscrit le	par

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
---	---	--

TABLEAU DES AMENDEMENTS

Amendements	Objet	Date
		<ul style="list-style-type: none"> - Adoption/Approbation - Entrée en vigueur - Application
1ere Edition	-	
Amendement 01 (Edition 2)	<ul style="list-style-type: none"> - Tenir compte du canevas de présentation du RACI 1000 - Prise en compte de l'homologation des aérodromes 	<ul style="list-style-type: none"> 13/03/2014 13/03/2014 15/03/2014
Amendement 02 (Edition 3)	<ul style="list-style-type: none"> - Insertion du modèle du certificat d'aérodrome ; - Renvoi des détails de l'appendice relatif aux renseignements devant figurer dans un manuel d'aérodrome dans le RACI 6104 	
Amendement 03 (Edition 4)	<ul style="list-style-type: none"> - Insertion d'un chapitre 6 relatif aux études aéronautiques 	



TABLEAU DES RECTIFICATIFS

Rectificatif	Objet	Date de publication

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
---	---	---

LISTE DES DOCUMENTS DE REFERENCE

Référence	Source	Titre	N° Révision	Date de Révision
RACI 6001	ANAC	Conception et Exploitation Technique des Aéroports	7 ^{ème} édition	Mai 2018
Doc 9774	OACI	Manuel sur la certification des aérodromes	1 ^{ère} édition	2001

TABLE DES MATIERES

LISTE DES PAGES EFFECTIVES.....	i
INSCRIPTION DES AMENDEMENTS ET RECTIFICATIFS	iii
TABLEAU DES AMENDEMENTS	iv
TABLEAU DES RECTIFICATIFS	v
LISTE DES DOCUMENTS DE REFERENCE.....	vi
TABLE DES MATIERES.....	vii
AVANT-PROPOS	ix
CHAPITRE 1 ^{er} : GENERALITES	1-1
1.1. application	1-1
1.2. Définitions	1-1
1.3. Normes et pratiques	1-3
CHAPITRE 2 : CERTIFICATION DES AERODROMES.....	2-1
2.1. Exigence d'un certificat d'aérodrome	2-1
2.2. Demande de certificat d'aérodrome	2-1
2.3. Délivrance d'un certificat d'aérodrome	2-2
2.4. Annotation des conditions sur un certificat d'aerodrome	2-3
2.5. Durée de validite d'un certificat d'aerodrome.....	2-3
2.6. Renonciation a un certificat d'aerodrome	2-3
2.7. Transfert d'un certificat d'aérodrome	2-3
2.8. Certificat d'aerodrome provisoire	2-4
2.9. Amendement d'un certificat d'aerodrome.....	2-4
2.10. Renouvellement d'un certificat d'aerodrome	2-5
2.11. Publication d'un certificat d'aerodrome.....	2-5
CHAPITRE 3 : MANUEL D'AÉRODROME	3-1
3.1. Objet et portée du manuel d'aerodrome	3-1
3.2. Elaboration du manuel d'aerodrome	3-1
3.3. Emplacement du manuel d'aerodrome	3-2
3.4. Renseignements a inclure dans le manuel d'aerodrome	3-2
3.5. Amendement du manuel d'aerodrome	3-3
3.6. Notification de modifications du manuel d'aérodrome.....	3-3
3.7. Approbation du manuel d'aerodrome par l'Autorite competente.....	3-3
CHAPITRE 4. OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT D'AÉRODROME	4-1
4.1. Respect des normes et pratiques	4-1
4.2. Competence du personnel d'exploitation et de maintenance	4-1
4.3. Exploitation et maintenance d'aerodrome.....	4-1
4.4. Systeme de gestion de la securite établi par l'exploitant d'aerodrome	4-2
4.5. Audits internes de securite et comptes rendus de securite de l'exploitant d'aerodrome	4-2
4.6. Inspections et accès à l'aerodrome	4-3
4.7. Notifications et comptes rendus	4-3
4.8. Inspections speciales.....	4-4
4.9. Enlèvement d'obstacles de la surface d'aerodrome	4-5
4.10. Avertissements	4-5
4.11. Manquements et sanctions.....	4-5
CHAPITRE 5. EXEMPTIONS.....	5-1
CHAPITRE 6. ETUDES AERONUATIQUES.....	6-1
6.1. Objet.....	6-1

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aéroдрomes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
---	---	--

6.2.	Application.....	6-1
6.3.	Définition	6-1
6.4.	Analyse technique.....	6-1
6.5	Approbation de dérogations	6-2
APPENDICE 1. RENSEIGNEMENTS DEVANT FIGURER DANS UN MANUEL D'AERODROME		App 1-1
APPENDICE 2. SPECIMEN DU CERTIFICAT D'AERODROME		App 2-1

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
---	---	--

AVANT-PROPOS

Le présent règlement contient les exigences relatives à la certification des aérodromes. Les définitions de termes qui figurent dans ce règlement sont destinées à en faciliter l'application. Le RACI 6001, contient des normes pour la conception et l'exploitation technique des aérodromes.

Les spécifications contenues dans ce règlement s'appliquent aux aérodromes ouverts ou non à la circulation publique en Côte d'Ivoire. Lorsque l'aéroport, des portions de l'aéroport ou des installations sont remis en service, remplacés, remis à neuf ou améliorés, les spécifications du présent règlement seront appliquées.

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
--	---	--

CHAPITRE 1^{er} : GENERALITES

1.1. APPLICATION

Ce Règlement s'applique aux aérodromes ouverts ou non à la circulation aérienne publique de la République de Côte d'Ivoire.

1.2. DEFINITIONS

Les termes définis dans cette sous-section ont le sens indiqué ci-après lorsqu'ils sont employés dans le présent règlement :

Aérodrome. Surface définie sur terre (comprenant, éventuellement, bâtiments, installations et matériel) destinée à être utilisée, en totalité ou en partie, pour l'arrivée, le départ et les évolutions des aéronefs à la surface.

Aérodrome certifié. Aérodrome dont l'exploitant a reçu un certificat d'aérodrome.

Aire de manœuvre. Partie d'un aérodrome à utiliser pour les décollages, les atterrissages et la circulation des aéronefs à la surface, à l'exclusion des aires de trafic.

Aire de mouvement. Partie d'un aérodrome à utiliser pour les décollages, les atterrissages et la circulation des aéronefs à la surface, et qui comprend l'aire de manœuvre et les aires de trafic.

Aire de trafic. Aire définie, sur un aérodrome terrestre, destinée aux aéronefs pendant l'embarquement ou le débarquement de voyageurs, le chargement ou le déchargement de la poste ou du fret, l'avitaillement ou la reprise de carburant, le stationnement ou l'entretien.

Autorité compétente. Désigne l'Autorité Nationale de l'Aviation Civile (ANAC).

Balise. Objet disposé au-dessus du niveau du sol pour indiquer un obstacle ou une limite.

Bande de piste. Aire définie comprenant la piste ainsi que le prolongement d'arrêt, si un tel prolongement est aménagé, et qui est destinée:

- a) à réduire les risques de dommages matériels au cas où un aéronef sortirait de la piste;
- b) à assurer la protection des aéronefs qui survolent cette aire au cours des opérations de décollage ou d'atterrissage.

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
--	---	--

Bande de voie de circulation. Aire dans laquelle est comprise une voie de circulation, destinée à protéger les aéronefs qui circulent sur cette voie et à réduire les risques de dommages matériels causés à un aéronef qui en sortirait accidentellement.

Capacité maximale. À propos d'un aéronef, signifie la capacité maximale en sièges-passagers, ou la charge utile maximale, autorisée au titre de l'approbation du certificat de type de l'aéronef.

Certificat d'aérodrome. Certificat d'exploitation d'un aérodrome délivré par l'autorité compétente en vertu de la section B du présent règlement, à la suite de l'acceptation ou de l'approbation du manuel d'aérodrome.

Exploitant d'aérodrome. À propos d'un aérodrome certifié, signifie le titulaire du certificat d'aérodrome.

Homologation. Conformité de l'infrastructure, des surfaces de limitation d'obstacles (OLS), des aides visuelles et non visuelles, de l'équipement à l'usage des avions, du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie (RFF) de l'aérodrome aux règlements applicables pour les opérations que l'aérodrome est destiné à accueillir. Elle inclut les aspects de la gestion du risque faunique.

Installations et équipements d'aérodrome. Installations et équipements, à l'intérieur ou à l'extérieur des limites d'un aérodrome, qui sont édifiés ou installés et entretenus pour l'arrivée et le départ des aéronefs et leurs évolutions à la surface.

Manuel d'aérodrome. Manuel qui fait partie intégrante de la demande de certificat d'aérodrome en vertu du présent règlement, y compris tout amendement à ce manuel que l'Autorité de l'aviation civile aura adopté ou approuvé.

Marque. Symbole ou groupe de symboles mis en évidence à la surface de l'aire de mouvement pour fournir des renseignements aéronautiques.

Nombre maximal de sièges-passagers. À propos d'un aéronef, signifie le nombre maximal de sièges-passagers autorisé en vertu de l'approbation du certificat de type de l'aéronef.

Obstacle. Tout ou partie d'un objet fixe (temporaire ou permanent) ou mobile qui est situé sur une aire destinée à la circulation des aéronefs à la surface ou qui fait saillie au-dessus d'une surface définie destinée à protéger les aéronefs en vol.

Surfaces de limitation d'obstacles. Série de surfaces qui définissent le volume d'espace aérien à garder dégagé d'obstacles à un aérodrome et à ses

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
--	---	--

abords pour permettre aux aéronefs appelés à utiliser cet aérodrome d'évoluer avec la sécurité voulue et pour éviter que l'aérodrome ne soit rendu inutilisable par la multiplication d'obstacles aux alentours.

Systeme de gestion de la sécurité. Systeme pour la gestion de la sécurité à l'aérodrome, notamment structure organisationnelle, responsabilités, procédures, processus et dispositions pour la mise en œuvre de politiques de sécurité d'aérodrome par l'exploitant d'aérodrome, qui permet le contrôle de la sécurité à l'aérodrome et son utilisation en toute sécurité.

Zone dégagée d'obstacles. Espace aérien situé au-dessus de la surface intérieure d'approche, des surfaces intérieures de transition, de la surface d'atterrissage interrompu et de la partie de la bande de piste limitée par ces surfaces, qui n'est traversé par aucun obstacle fixe, à l'exception des objets légers et fragibles qui sont nécessaires pour la navigation aérienne.

Zone de travaux. Partie d'un aérodrome dans laquelle des travaux d'entretien ou de construction sont en cours.

Zone inutilisable. Partie de l'aire de mouvement qui ne se prête pas à être utilisée par les aéronefs et qui n'est pas disponible à cette fin.

1.3. NORMES ET PRATIQUES

Toute mention de normes d'aérodrome dans le présent règlement fait référence aux normes et pratiques recommandées qui figurent dans le RACI 6001.

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
---	---	--

CHAPITRE 2 : CERTIFICATION DES AERODROMES

2.1. Exigence d'un certificat d'aérodrome

- 2.1.1 L'exploitant d'un aérodrome ouvert à la circulation aérienne publique internationale doit être en possession d'un certificat d'aérodrome.
- 2.1.2 L'exploitant d'un aérodrome pour lequel un certificat d'aérodrome n'est pas exigé pourra néanmoins soumettre une demande de certificat d'aérodrome.
- 2.1.3 Pour la délivrance, le renouvellement et le transfert d'un certificat d'aérodrome, un droit sera facturé à l'exploitant d'aérodrome.
- 2.1.4 L'exploitant d'un aérodrome ouvert ou non à la circulation aérienne publique qui n'est pas soumis à l'obligation de certification doit être en possession d'une attestation d'homologation.
- 2.1.5 Pour la délivrance, le renouvellement et le transfert d'une attestation d'homologation d'aérodrome, un droit sera facturé à l'exploitant d'aérodrome.
- 2.1.6 Lorsque plusieurs exploitants opèrent sur un même aérodrome, l'Autorité de l'Aviation Civile désigne pour cet aérodrome, l'exploitant principalement chargé de la conduite du processus de certification de l'aérodrome. L'exploitant désigné prend les dispositions nécessaires pour assurer la coordination des activités de tous les autres exploitants et fournisseurs de services concernés par la certification de l'aérodrome. Il sera le demandeur et le détenteur du certificat d'aérodrome.

2.2. Demande de certificat d'aérodrome

- 2.2.1 Le postulant soumettra à l'approbation de l'Autorité compétente une demande établie dans la forme prescrite par celle-ci. Le manuel d'aérodrome établi pour l'aérodrome dont il s'agit en fera partie intégrante.
- 2.2.2 Dans le cadre du processus de certification, le postulant soumettra un manuel d'aérodrome, contenant tous les renseignements utiles sur le site, les installations, les services, l'équipement, les procédures d'exploitation, l'organisation et la gestion de l'aérodrome, y compris un système de gestion de la sécurité, pour approbation avant la délivrance du certificat d'aérodrome.

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
---	---	---

Note — Le but du système de gestion de la sécurité est la mise en place d'une méthode structurée et ordonnée pour la gestion de la sécurité de l'aérodrome par l'exploitant de l'aérodrome soumis à l'obligation de certification. Le RACI 8002 contient les dispositions de gestion de la sécurité applicables aux aérodromes certifiés.

2.2.3 Pour l'homologation des aérodromes, le postulant soumettra un manuel d'aérodrome contenant tous les renseignements utiles sur le site, les installations, les services et l'équipement de l'aérodrome pour approbation avant la délivrance de l'attestation d'homologation d'aérodrome.

2.2.4 Le manuel d'aérodrome visé au §2.2.2 est un document clé d'assurance de la sécurité et devra servir de base pour la surveillance continue des aérodromes.

2.3. Délivrance d'un certificat d'aérodrome

2.3.1 Sous réserve des dispositions des paragraphes §2.3.2 et §2.3.4, l'ANAC accepte la demande et approuve le manuel d'aérodrome qui lui est soumis au titre du paragraphe §2.2 et délivre au postulant un certificat d'aérodrome.

2.3.2 Avant de délivrer un certificat d'aérodrome, l'ANAC s'assure que :

- a) le postulant et son personnel possèdent les compétences et l'expérience nécessaires pour exploiter l'aérodrome et en assurer la maintenance comme il convient ;
- b) le manuel d'aérodrome établi pour l'aérodrome du postulant et accompagnant la demande contient toutes les informations pertinentes ;
- c) les installations, les services et l'équipement de l'aérodrome sont en conformité avec les normes et pratiques spécifiées par le RACI 6001 ;
- d) les procédures d'exploitation de l'aérodrome assurent de façon satisfaisante la sécurité des aéronefs ;
- e) un système acceptable de gestion de la sécurité est en place à l'aérodrome ;
- f) une étude d'impact environnemental a été réalisée par le postulant et qu'il est détenteur d'un certificat de conformité environnemental délivré par les entités compétentes de l'Etat.

2.3.3 Avant de délivrer une attestation d'homologation d'aérodrome, l'ANAC s'assure que :

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
--	---	--

- a) Le manuel d'aérodrome établi pour l'aérodrome et accompagnant la demande contient toutes les informations pertinentes
- b) les installations, les services et l'équipement de l'aérodrome sont en conformité avec les exigences nationales en vigueur.

2.3.4 L'ANAC peut refuser de délivrer un certificat d'aérodrome à un postulant. Dans ce cas, elle notifie ses raisons à celui-ci, par écrit, au plus tard 30 jours après avoir pris cette décision, et en tout état de cause, dans les 90 jours après l'acceptation de la demande.

2.4. Annotation des conditions sur un certificat d'aerodrome

Une fois l'instruction de la demande et l'inspection de l'aérodrome achevées avec succès, l'ANAC, en accordant le certificat, annotera sur celui-ci les conditions relatives au type d'utilisation de l'aérodrome et d'autres précisions qu'elle jugera nécessaires.

2.5. Durée de validite d'un certificat d'aerodrome

La durée de validité d'un certificat d'aérodrome est de 3 ans tant qu'il n'a pas été suspendu ou annulé.

2.6. Renonciation a un certificat d'aerodrome

2.6.1 Le titulaire d'un certificat d'aérodrome doit donner à l'ANAC un préavis écrit d'au moins 180 jours avant la date à laquelle il renonce au certificat, afin que les dispositions utiles puissent être prises pour la publication.

2.6.2 L'ANAC annulera le certificat à la date spécifiée dans le préavis.

2.7. Transfert d'un certificat d'aérodrome

2.7.1 L'ANAC peut donner son consentement au transfert d'un certificat d'aérodrome et délivrer un instrument de transfert au cessionnaire lorsque :

- a) le titulaire actuel du certificat d'aérodrome l'avise par écrit, au moins 180 jours avant de cesser d'exploiter l'aérodrome, qu'il cessera de l'exploiter à compter de la date spécifiée dans ce préavis ;
- b) le titulaire actuel du certificat d'aérodrome l'avise par écrit du nom du cessionnaire ;
- c) le cessionnaire lui demande par écrit, dans un délai de 90 jours avant

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
--	---	--

que le titulaire actuel du certificat d'aérodrome cesse d'exploiter l'aérodrome, que le certificat lui soit transféré ;

- d) les conditions énoncées au paragraphe §2.3.2 sont respectées en ce qui concerne le cessionnaire.

2.7.2 Si l'ANAC ne consent pas au transfert d'un certificat d'aérodrome, elle avise le cessionnaire de ses raisons, par écrit, au plus tard 30 jours après avoir pris cette décision, et en tout état de cause, dans les 60 jours après l'acceptation de la demande.

2.8. Certificat d'aérodrome provisoire

2.8.1 L'ANAC peut délivrer au postulant mentionné au paragraphe §2.2, ou au cessionnaire proposé d'un certificat d'aérodrome mentionné au paragraphe §2.7.1, un certificat d'aérodrome provisoire autorisant le postulant ou le cessionnaire à exploiter l'aérodrome, pourvu qu'elle se soit assurée que:

- a) un certificat d'aérodrome relatif à l'aérodrome en question sera délivré au postulant ou au cessionnaire aussitôt après l'achèvement de la procédure de demande d'attribution ou de transfert ;
- b) la délivrance du certificat provisoire est dans l'intérêt public et n'est pas contraire à la sécurité de l'aviation.

2.8.2 Un certificat d'aérodrome provisoire émis en vertu du paragraphe §2.8.1 vient à expiration :

- a) à la date à laquelle le certificat d'aérodrome est délivré ou transféré ; où
- b) à la date d'expiration spécifiée dans ce certificat d'aérodrome provisoire, selon que l'une ou l'autre éventualité interviendra en premier lieu.

2.8.3 Ce règlement s'applique à un certificat d'aérodrome provisoire de la même manière qu'il s'applique à un certificat d'aérodrome.

2.9. Amendement d'un certificat d'aérodrome

L'ANAC peut, pourvu que les conditions énoncées aux paragraphes §2.3.2, §3.5 et §3.6 soient respectées, amender un certificat d'aérodrome si :

- a) une modification intervient dans la propriété ou la gestion de l'aérodrome;
- b) une modification intervient dans l'utilisation ou l'exploitation de l'aérodrome ;

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
---	---	---

- c) une modification intervient dans les limites de l'aérodrome ;
- d) le titulaire du certificat d'aérodrome demande un amendement.

2.10. Renouvellement d'un certificat d'aerodrome

Le certificat d'aérodrome est renouvelé dans les mêmes conditions qui ont prévalu à sa délivrance.

2.11. Publication d'un certificat d'aerodrome

La délivrance, l'annulation, la révocation ou la suspension d'un certificat d'aérodrome doit faire l'objet d'une publication dans la Publication d'Information Aéronautique (AIP).

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
---	---	---

CHAPITRE 3 : MANUEL D'AÉRODROME

3.1. Objet et portée du manuel d'aerodrome

3.1.1 Le manuel d'aérodrome est une exigence fondamentale du processus de certification. Il contient tous les renseignements pertinents en ce qui concerne le site, les installations, les services, l'équipement, les procédures d'exploitation, l'organisation et la gestion de l'aérodrome, y compris le système de gestion de la sécurité. Les renseignements présentés dans le manuel d'aérodrome devront démontrer que l'aérodrome est conforme aux exigences nationales de certification et qu'il n'y a pas de lacunes apparentes qui compromettent la sécurité de l'exploitation aérienne. Le manuel, qui est un document de référence, donne une liste de vérification des spécifications de certification d'aérodrome à maintenir ainsi que le niveau des services d'aérodrome côté piste. Les renseignements fournis dans le manuel d'aérodrome permettent d'évaluer si l'aérodrome convient pour l'exploitation aérienne envisagée et de juger de l'aptitude du postulant à détenir un certificat. Il s'agit d'une référence de base pour l'exécution des inspections sur le site en vue de la délivrance d'un certificat d'aérodrome et pour les inspections de sécurité ultérieures. Ce document de référence fait l'objet d'une entente entre l'exploitant d'aérodrome et l'ANAC en ce qui a trait aux spécifications, aux conditions et au niveau de service à maintenir à l'aérodrome.

3.2. Elaboration du manuel d'aerodrome

3.2.1 L'exploitant d'un aérodrome certifié doit avoir pour celui-ci un manuel, désigné comme le manuel d'aérodrome.

3.2.2 Le manuel d'aérodrome doit :

- a) être dactylographié ou imprimé, et signé par l'exploitant d'aérodrome ;
- b) être établi sous une forme qui facilite sa mise à jour ;
- c) comporter un système d'indication de la validité des pages et des amendements apportés à celles-ci, y compris une page où seront consignées les révisions ;

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
---	---	--

d) être organisé d'une manière qui facilitera le processus de préparation, d'examen et d'acceptation ou approbation.

3.3. Emplacement du manuel d'aérodrome

3.3.1 L'exploitant d'aérodrome doit fournir à l'ANAC un exemplaire complet et à jour du manuel d'aérodrome.

3.3.2 L'exploitant d'aérodrome doit conserver à l'aérodrome au moins un exemplaire complet et à jour du manuel d'aérodrome ; un exemplaire sera conservé à l'établissement principal de l'exploitant si celui-ci est autre que l'aérodrome.

3.3.3 L'exploitant d'aérodrome doit tenir l'exemplaire mentionné au paragraphe §3.3.2 à la disposition du personnel autorisé de l'Autorité compétente, pour inspection.

3.4. Renseignements à inclure dans le manuel d'aérodrome

3.4.1 L'exploitant d'un aérodrome certifié doit inclure dans un manuel d'aérodrome les renseignements ci-après, pour autant qu'ils s'appliquent à l'aérodrome, répartis comme suit en six parties :

Partie 0. Cette partie renferme les informations nécessaires conformément à celle qui figure à l'appendice.

Partie 1. Renseignements d'ordre général, sur : l'objet et la portée du manuel d'aérodrome ; l'exigence légale d'un certificat d'aérodrome et d'un manuel d'aérodrome, selon les dispositions des règlements nationaux; les conditions d'utilisation de l'aérodrome; les services d'information aéronautique existants et les procédures de publication; le système d'enregistrement des mouvements aériens et les obligations de l'exploitant d'aérodrome, spécifiées dans le chapitre 4 du présent règlement.

Partie 2. Précisions sur le site de l'aérodrome, comme indiqué dans la 2^e Partie de l'appendice au présent règlement.

Partie 3. Précisions sur l'aérodrome à communiquer au service d'information aéronautique, comme indiqué dans la 3^e Partie de l'appendice au présent règlement.

Partie 4. Procédures d'exploitation de l'aérodrome et mesures de sécurité,

 <p data-bbox="204 161 517 206">Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p data-bbox="571 78 1053 129">Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p data-bbox="746 152 880 179">« RACI 6003 »</p>	<p data-bbox="1091 89 1181 112">Edition 4</p> <p data-bbox="1091 114 1270 136">Date : 26/04/2019</p> <p data-bbox="1091 138 1254 161">Amendement 03</p> <p data-bbox="1091 163 1270 185">Date : 26/04/2019</p>
--	---	--

comme indiqué dans la 4^e Partie de l'appendice au présent règlement. Ceci peut comprendre des renvois à des procédures de la circulation aérienne telles que celles qui concernent les opérations par faible visibilité. Les procédures de gestion de la circulation aérienne sont normalement publiées dans le manuel des services de la circulation aérienne, avec un renvoi au manuel d'aérodrome.

Partie 5. Précisions sur l'administration de l'aérodrome et le système de gestion de la sécurité, comme indiqué dans la 5e Partie de l'appendice au présent règlement.

3.4.2 Si, en vertu du paragraphe §5.1.1, l'ANAC exempte l'exploitant d'aérodrome de se conformer à toute condition énoncée au paragraphe §2.3.2, le manuel d'aérodrome doit indiquer le numéro d'identification donné à cette exemption par l'ANAC et la date à laquelle l'exemption est entrée en vigueur, ainsi que toutes conditions ou procédures au titre desquelles l'exemption a été accordée.

3.4.3 Si une précision n'est pas incluse dans le manuel d'aérodrome parce qu'elle ne s'applique pas à l'aérodrome, l'exploitant d'aérodrome doit en indiquer la raison dans le manuel.

3.5. Amendement du manuel d'aerodrome

3.5.1 L'exploitant d'un aérodrome certifié doit modifier ou amender le manuel d'aérodrome chaque fois que c'est nécessaire pour maintenir l'exactitude des renseignements que contient ce manuel.

3.5.2 Afin de maintenir l'exactitude du manuel d'aérodrome, l'ANAC peut adresser à un exploitant d'aérodrome une directive écrite, exigeant que celui-ci modifie ou amende le manuel en accord avec cette directive.

3.6. Notification de modifications du manuel d'aérodrome

L'exploitant d'aérodrome doit aviser l'ANAC aussitôt que possible de toute modification qu'il souhaite apporter au manuel d'aérodrome.

3.7. Approbation du manuel d'aerodrome par l'Autorite competente

L'ANAC approuve le manuel d'aérodrome et tout amendement qui peut y être apporté pourvu qu'ils répondent aux prescriptions des paragraphes qui précèdent dans la présente section.

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
---	---	--

CHAPITRE 4. OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT D'AÉRODROME

4.1. Respect des normes et pratiques

L'exploitant d'aérodrome se conformera aux normes et pratiques spécifiées au paragraphe §1.3 ainsi qu'à toutes conditions annotées dans le certificat en vertu des paragraphes §2.4 et 5.1.1.

4.2. Compétence du personnel d'exploitation et de maintenance

4.2.1 L'exploitant d'aérodrome emploiera un personnel qualifié et compétent, en nombre suffisant, pour effectuer toutes les activités critiques pour l'exploitation et la maintenance d'aérodrome.

4.2.2 Si l'ANAC ou toute autre instance gouvernementale compétente exige une certification de compétence pour le personnel visé au paragraphe §4.2.1, l'exploitant d'aérodrome emploiera uniquement des personnes en possession de ces certificats.

4.2.3 L'exploitant d'aérodrome mettra en œuvre un programme de développement des compétences du personnel visé au paragraphe §4.2.1.

4.3. Exploitation et maintenance d'aérodrome

4.3.1 Sous réserve de toutes directives que pourra émettre l'ANAC, l'exploitant d'aérodrome exploitera et entretiendra l'aérodrome conformément aux procédures énoncées dans le manuel d'aérodrome.

4.3.2 Afin d'assurer la sécurité des aéronefs, l'ANAC peut donner des directives écrites à un exploitant d'aérodrome pour que les procédures exposées dans le manuel d'aérodrome soient modifiées.

4.3.3 Il convient que l'exploitant d'aérodrome assure une maintenance appropriée et efficace des installations d'aérodrome.

4.3.4 Le titulaire du certificat d'aérodrome maintiendra une coordination avec le fournisseur de services de la circulation aérienne pour faire en sorte que les services de la circulation aérienne appropriés soient mis en œuvre de manière à assurer la sécurité des aéronefs dans l'espace aérien associé à l'aérodrome. La coordination s'étendra aux autres domaines en rapport avec la sécurité, notamment avec les services d'information aéronautique, les services de la circulation aérienne, les autorités météorologiques désignées, ainsi que les services de sûreté.

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aéroports</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
--	--	--

4.4. Systeme de gestion de la securite établi par l'exploitant d'aerodrome

4.4.1 L'exploitant d'aérodrome établira pour l'aérodrome un système de gestion de la sécurité décrivant la structure organisationnelle ainsi que les fonctions, pouvoirs et responsabilités des cadres de cette structure pour faire en sorte que les opérations soient effectuées en étant contrôlées de façon démontrable et améliorées lorsque c'est nécessaire.

4.4.2 L'exploitant d'aérodrome obligera tous ses usagers, y compris les concessionnaires de services aéronautiques, fournisseurs de services d'escale et autres organismes exerçant des activités à l'aérodrome de façon indépendante en relation avec le traitement des vols ou des aéronefs, à se conformer aux dispositions établies par lui en ce qui concerne la sécurité d'aérodrome. L'exploitant d'aérodrome assurera une surveillance du respect de ces dispositions.

4.4.3 L'exploitant d'aérodrome exigera que tous les utilisateurs d'aérodrome, y compris les concessionnaires de services aéronautiques, fournisseurs de services d'escale et autres organismes visés au paragraphe §4.4.2 coopèrent au programme de promotion de la sécurité d'aérodrome et de sécurisation de son utilisation, en l'informant de tous accidents, incidents, défauts ou pannes ayant des incidences sur la sécurité.

4.4.4 L'exploitant d'aérodrome mettra en place un comité de sécurité de pistes avec l'ensemble des tiers concernés par les incursions, les confusions et les sorties de piste, pour examiner tous les aspects relevant de la sécurité des pistes, et proposer les mesures nécessaires. Les travaux de ce comité seront intégrés au système de gestion de la sécurité de l'aérodrome.

4.5. Audits internes de securite et comptes rendus de securite de l'exploitant d'aerodrome

4.5.1 L'exploitant d'aérodrome prendra des dispositions pour un audit du système de gestion de la sécurité, qui comprendra une inspection des installations et de l'équipement d'aérodrome. L'audit s'étendra aux fonctions de l'exploitant d'aérodrome lui-même. Celui-ci organisera également un programme d'audit et d'inspection externes pour l'évaluation d'autres usagers, notamment les concessionnaires de services aéronautiques, fournisseurs de services d'escale et autres organismes exerçant des activités à l'aérodrome, dont il est question au paragraphe §4.4.2.

4.5.2 Les audits visés au paragraphe §4.5.1 seront effectués au moins une fois par an.

4.5.3 L'exploitant d'aérodrome veillera à ce que les comptes rendus d'audit, y compris le compte rendu sur les installations, les services et l'équipement d'aérodrome,

CA

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
---	---	---

soient établis par des experts possédant les qualifications requises en matière de sécurité.

4.5.4 L'exploitant d'aérodrome conservera un exemplaire du ou des comptes rendus mentionnés au paragraphe §4.5.3 du règlement pendant une période d'au moins 3 ans. Celle-ci pourra en demander un exemplaire pour l'examiner et s'y référer.

4.5.5 Le ou les comptes rendus mentionnés au paragraphe §4.5.3 doivent être établis et signés par les personnes qui ont effectué les audits et inspections.

4.6. Inspections et accès à l'aérodrome

4.6.1 Le personnel autorisé à cet effet par l'ANAC doit inspecter et mettre à l'épreuve les installations, les services et l'équipement d'aérodrome, inspecter les documents et les dossiers de l'exploitant d'aérodrome et vérifier le système de gestion de la sécurité de cet exploitant avant que le certificat d'aérodrome soit délivré ou renouvelé et, par la suite, à tout autre moment, aux fins d'assurer la sécurité d'aérodrome.

4.6.2 L'exploitant d'aérodrome, à la demande de toute personne visée au paragraphe §4.6.1, autorisera l'accès à toute partie d'aérodrome, ou à toute installation d'aérodrome, y compris l'équipement, les dossiers et le personnel de l'exploitant, aux fins mentionnées au paragraphe §4.6.1.

4.6.3 L'exploitant d'aérodrome coopérera à la conduite des activités visées en §4.6.1.

4.7. Notifications et comptes rendus

4.7.1 L'exploitant d'aérodrome respectera l'obligation de communiquer des notifications et comptes rendus à l'ANAC, au contrôle de la circulation aérienne et aux pilotes, dans les délais requis par le règlement.

4.7.2 *Notification d'inexactitudes dans des publications du service d'information aéronautique (AIS).* L'exploitant d'aérodrome examinera dès leur réception toutes les publications d'information aéronautique (AIP), ainsi que les suppléments aux AIP, amendements d'AIP, NOTAM, bulletins d'information pré vol et circulaires d'information aéronautique publiés par l'AIS; immédiatement après cet examen, il avisera l'AIS de toute inexactitude dans les renseignements que contiennent ces publications en ce qui concerne l'aérodrome.

4.7.3 *Notifications de modifications projetées des installations d'aérodrome, de l'équipement ou du niveau de service.* L'exploitant d'aérodrome avisera par écrit l'AIS et l'ANAC avant d'apporter aux installations, à l'équipement ou au niveau

de service d'aérodrome toute modification planifiée à l'avance et susceptible d'affecter l'exactitude des renseignements figurant dans toute publication AIS visée au paragraphe §4.7.2 du règlement.

4.7.4 *Questions exigeant une notification immédiate.* Sous réserve des dispositions du paragraphe §4.7.5, l'exploitant d'aérodrome avisera l'AIS immédiatement et en détail de toute circonstance visée ci-après dont il aura connaissance, et prendra des dispositions pour que le contrôle de la circulation aérienne et l'organe d'exploitation technique des aéronefs en reçoivent immédiatement notification :

a) obstacles, facteurs d'obstruction et dangers :

- 1) tout objet faisant saillie au-dessus d'une surface de limitation d'obstacle se rapportant à l'aérodrome ;
- 2) existence de tout facteur d'obstruction ou situation dangereuse affectant la sécurité de l'aviation à l'aérodrome ou à proximité ;

b) niveau de service : réduction du niveau de service à l'aérodrome qu'indique toute publication aéronautique mentionnée au paragraphe §4.7.2 ;

c) aire de mouvement : fermeture de toute partie de l'aire de mouvement d'aérodrome ;

d) toute autre circonstance qui pourrait compromettre la sécurité de l'aviation à l'aérodrome et à l'égard de laquelle des précautions sont justifiées.

4.7.5 *Notification immédiate aux pilotes.* Lorsque l'exploitant d'aérodrome ne peut faire en sorte que le contrôle de la circulation aérienne et le service d'exploitation technique des aéronefs reçoivent la notification d'une circonstance visée en §4.7.4 en conformité avec ce paragraphe du règlement, il doit aussitôt aviser directement les pilotes qui peuvent être affectés par cette circonstance.

4.8. Inspections spéciales

Afin d'assurer la sécurité de l'aviation, l'exploitant d'aérodrome inspectera l'aérodrome, selon les exigences des circonstances :

- a) aussitôt que possible après tout accident ou incident d'aviation au sens où ces termes sont définis dans l'Annexe 13 à la Convention relative à l'aviation civile internationale ;
- b) au cours de toute période de construction ou de réparation d'installations ou d'équipement d'aérodrome dont le rôle est critique pour la sécurité de l'exploitation aérienne ;
- c) à tout autre moment où existent à l'aérodrome des circonstances susceptibles

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 4 Date : 26/04/2019 Amendement 03 Date : 26/04/2019</p>
---	---	---

de compromettre la sécurité de l'aviation.

4.9. Enlèvement d'obstacles de la surface d'aérodrome

L'exploitant d'aérodrome enlèvera de la surface d'aérodrome tout véhicule ou autre facteur d'obstruction susceptible d'être dangereux.

4.10. Avertissements

Lorsque des aéronefs évoluant à basse altitude au-dessus d'un aérodrome ou à ses abords, ou des aéronefs circulant à la surface, sont susceptibles d'être dangereux pour les personnes ou pour le trafic de véhicules, l'exploitant d'aérodrome doit :

- a) afficher des avertissements de danger sur toute voie publique limitrophe de l'aire de manœuvre ;
- b) si une telle voie publique n'est pas sous le contrôle de l'exploitant d'aérodrome, informer de l'existence d'un danger l'autorité responsable de l'affichage d'avis sur la voie publique.

4.11. Manquements et sanctions

En cas de manquements constatés aux dispositions décrites dans le manuel d'aérodrome ou à toute norme ou exigence afférente au certificat d'aérodrome, l'Autorité Nationale de l'Aviation Civile peut, après mise en demeure restée sans effet ou suivie de mesures insuffisantes, décider de restreindre l'utilisation de l'aérodrome, de soumettre l'exploitant à des contrôles renforcés ou d'appliquer des sanctions financières, selon des modalités qu'elle fixera. En cas de risque grave pour la sécurité de l'aviation civile, l'Autorité Nationale de l'Aviation Civile peut prononcer la suspension ou le retrait du certificat d'aérodrome.



CHAPITRE 5. EXEMPTIONS

- 5.1.1 L'ANAC peut exempter par écrit un exploitant d'aérodrome de se conformer à certaines dispositions du présent règlement.
- 5.1.2 Avant que l'ANAC décide d'exempter l'exploitant d'aérodrome, elle prendra en compte tous les aspects relatifs à la sécurité.
- 5.1.3 Une exemption est sujette à ce que l'exploitant d'aérodrome se conforme aux conditions et procédures spécifiées dans le certificat d'aérodrome par l'ANAC comme étant nécessaires dans l'intérêt de la sécurité.
- 5.1.4 Lorsqu'un aérodrome ne satisfait pas aux exigences d'une norme ou d'une pratique spécifiée au paragraphe §1.3 du règlement, l'ANAC peut, après avoir procédé à des études aéronautiques, déterminer les conditions et procédures qui sont nécessaires pour assurer un niveau de sécurité équivalent à celui qui est établi par la norme ou pratique considérée.
- 5.1.5 La dérogation par rapport à une norme ou une pratique et les conditions et procédures mentionnées au paragraphe §2.4 du règlement seront annotées sur le certificat d'aérodrome.
-

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 3 Date : 08/12/2016 Amendement 03 Date : 06/04/2018</p>
--	---	--

CHAPITRE 6. ETUDES AERONAUTIQUES

6.1. Objet

L'objet de la réalisation d'une étude aéronautique est d'évaluer les incidences de dérogations aux normes d'aérodrome spécifiées dans le Règlement RACI 6001 et aux règlements nationaux, de présenter des moyens alternatifs d'assurer la sécurité de l'exploitation aérienne, d'évaluer l'efficacité de chaque solution de rechange et de recommander des procédures destinées à compenser la dérogation.

6.2. Application

Une étude aéronautique peut être effectuée lorsque des normes d'aérodrome ne peuvent être respectées du fait du développement de l'aérodrome. Une telle étude est le plus souvent réalisée lors de la planification d'un nouvel aéroport ou de la certification/homologation d'un aérodrome existant.

Note.— Des études aéronautiques ne peuvent pas être menées dans les cas de dérogations aux normes si elles ne sont pas expressément recommandées dans le règlement RACI 6001 relatif à la conception et à l'exploitation technique des aérodromes.

6.3. Définition

Une étude aéronautique est une étude d'un problème aéronautique en vue de la mise en évidence de solutions possibles et du choix d'une solution qui soit acceptable sans dégradation de la sécurité.

6.4. Analyse technique

6.4.1 L'analyse technique apporte la justification d'une dérogation motivée par le fait qu'un niveau de sécurité équivalent peut être atteint par d'autres moyens. Elle est généralement applicable dans des cas où la correction d'un problème qui constitue une violation d'une norme implique un coût excessif mais où il sera possible de surmonter les incidences de ce problème sur la sécurité par certains moyens offrant des solutions à la fois pratiques et raisonnables.

6.4.2 En menant une analyse technique, les experts devront faire appel à leur expérience pratique et à leurs connaissances spécialisées. Ils peuvent aussi

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 3 Date : 08/12/2016 Amendement 03 Date : 06/04/2018</p>
---	---	--

consulter d'autres spécialistes dans les domaines pertinents. En examinant des procédures alternatives, il est essentiel d'avoir à l'esprit les objectifs du règlement pour la certification des aérodromes et les normes applicables, pour ne pas contourner leurs intentions.

6.5. Approbation de dérogations

Dans certains cas, le seul moyen raisonnable d'assurer un niveau de sécurité équivalent est d'adopter des procédures appropriées et qu'une mise en garde soit publiée dans les publications AIS appropriées. La mise en garde est essentiellement fonction de deux considérations :

- a) la nécessité pour les pilotes d'être avertis de conditions potentiellement dangereuses ;
- b) la responsabilité incombant à l'Autorité de l'aviation civile de publier les dérogations à des normes qui, autrement, seraient censées être observées en vertu du statut d'aérodrome certifié/homologué.

CA6

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 3 Date : 08/12/2016 Amendement 02 Date : 08/12/2016</p>
---	---	--

APPENDICE 1. RENSEIGNEMENTS DEVANT FIGURER DANS UN MANUEL D'AERODROME

NB : les détails de chaque partie figurent dans le RACI 6104 relatif au guide de rédaction d'un manuel d'aérodrome.

PARTIE 0. STRUCTURE DU MANUEL

PARTIE 1. GENERALITES

PARTIE 2. RENSEIGNEMENTS SUR LE SITE DE L'AERODROME

PARTIE 3. RENSEIGNEMENTS SUR L'AÉRODROME À COMMUNIQUER AU SERVICE D'INFORMATION AÉRONAUTIQUE (AIS)

- 3.1 Renseignements d'ordre général
- 3.2 Caractéristiques dimensionnelles de l'aérodrome et renseignements connexes

PARTIE 4. RENSEIGNEMENTS SUR LES PROCÉDURES D'EXPLOITATION ET LES MESURES DE SECURITE D'AERODROME

- 4.1 Comptes rendus d'aérodrome
- 4.2 Accès à l'aire de mouvement de l'aérodrome
- 4.3 Plan d'urgence d'aérodrome
- 4.4 Sauvetage et lutte contre l'incendie
- 4.5 Inspection par l'exploitant d'aérodrome de l'aire de mouvement et des surfaces de limitation d'obstacle
- 4.6 Aides visuelles et circuits électriques d'aérodrome
- 4.7 Entretien de l'aire de mouvement
- 4.8 Travaux d'aérodrome — sécurité
- 4.9 Gestion de l'aire de trafic
- 4.10 Gestion de la sécurité sur l'aire de trafic
- 4.11 Contrôle des véhicules côté piste
- 4.13 Contrôle des obstacles
- 4.14 Enlèvement d'aéronefs accidentellement immobilisés
- 4.15 Manutention de marchandises dangereuses
- 4.16 Opérations par faible visibilité
- 4.17 Protection des emplacements des aides à la navigation

Note 1. — En rédigeant les procédures pour chaque catégorie, il convient de donner des renseignements clairs et précis sur les points suivants :

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 3 Date : 08/12/2016 Amendement 02 Date : 08/12/2016</p>
---	---	--

- *quand, ou dans quelles circonstances, déclencher une procédure d'exploitation ;*
- *comment déclencher une procédure d'exploitation ;*
- *dispositions à prendre ;*
- *personnes qui prendront les dispositions ;*
- *matériel nécessaire pour prendre les dispositions, et accès à ce matériel.*

Note 2. — Si l'un quelconque des points ci-dessus n'est pas pertinent ou applicable, la raison devrait être indiquée.

PARTIE 5. ADMINISTRATION DE L'AÉRODROME ET SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ

- 5.1 Administration de l'aérodrome ;
- 5.2 Système de gestion de la sécurité (SMS).

Note 1. — Le Système de gestion de la sécurité (SMS) peut être développé dans un manuel séparé.

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 3 Date : 08/12/2016 Amendement 02 Date : 08/12/2016</p>
---	---	--

APPENDICE 2. SPECIMEN DU CERTIFICAT D'AERODROME



MINISTRE DES TRANSPORTS

Ministry of transport

AUTORITE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE DE CÔTE D'IVOIRE

National Civil Aviation Authority of Côte d'Ivoire

CERTIFICAT D'AERODROME

AERODROME CERTIFICATE

N° DU CERTIFICAT/CERTIFICATE N°

NOM DE L'AERODROME/AERODROME NAME

LATITUDE/LONGITUDE

NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT/NAME AND AERODROME OPERATOR ADDRESS

CONDITIONS SPECIFIQUES/SPECIFIC CONDITIONS

Voir annexe au Certificat/ Refer to certificate appendix

Le certificat d'aérodrome est délivré par le Directeur Général de l'Autorité Nationale de l'Aviation Civile (ANAC) en vertu de l'article 133 de l'Ordonnance N°2008-08 du 23 janvier 2008 portant code de l'Aviation Civile et il autorise l'exploitant, tel que l'établit le manuel d'exploitation d'aérodrome approuvé, à exploiter ledit aérodrome. (*This aerodrome certificate is issued by the National Civil Aviation Authority (ANAC) General Director under section 133 of Law No. 2008-08 of 23 January 2008 on code of Civil Aviation and authorizes the operator named in the approved aerodrome operations manual to operate this aerodrome*).

Le Directeur Général de l'Autorité Nationale de l'Aviation Civile (ANAC) peut suspendre ou annuler ce certificat d'aérodrome en tout temps si l'exploitant de l'aérodrome ne se conforme pas aux dispositions établies dans la Règlementation ou pour toutes autres raisons tel que l'énonce la loi. (*The National Civil Aviation Authority General Director (ANAC) will suspend or cancel the aerodrome certificate at any time where the aerodrome operator fails to comply with the provisions set in the Regulation or for any other reasons as stated in the law*).

Date de délivrance (*date of issue*) :

Date de validité (*date of validity*) :

Ce certificat reste en vigueur dans la limite de sa date de validité jusqu'à son transfert, sa suspension ou son annulation. (*This certificate remains in force within the limits of its validity until his transfer, suspension or cancellation*).

**Le Directeur Général de l'Aviation Civile
Civil Aviation Authority General Director**

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 3 Date : 08/12/2016 Amendement 02 Date : 08/12/2016</p>
---	---	---

Annexe au certificat N°..... pour l'aérodrome de [nom de l'aérodrome]

Annex to Certificate N° [for Airfield [name of the aerodrome]

1. CODE DE REFERENCE D'AERODROME (Aerodrome reference code)

2. TYPE D'AVION CRITIQUE (Type of aircraft critical)

Note.- [ex. A380 ; B747-400 ; B777 ; A340-600....], Ces types d'aéronefs sont ceux pouvant être accueillis régulièrement, compte tenu des caractéristiques physiques et/ou géométriques des infrastructures (pistes, voies de circulation et aires de stationnement) et, le cas échéant, des études de sécurité associées.

3. NIVEAU DE PROTECTION SSLIA (RFF protection level)

4. RESTRICTIONS OPERATIONNELLES A L'AERODROME (Operational restrictions)

5. CONDITIONS ASSOCIEES AU CERTIFICAT (Conditions associated to certificate)

5.1 Conditions Générales (General Conditions)

- a) L'exploitant d'aérodrome veille à ce que toutes les installations de l'aérodrome, l'équipement, les services et les procédures soient exploités et/ou entretenus correctement et efficacement en conformité avec le Manuel d'aérodrome soumis à l'autorité, les normes applicables énoncées dans le Règlement RACI 6001 et toute condition prévue dans le présent certificat d'aérodrome. *(The Aerodrome Operator shall ensure that all the aerodrome facilities, equipment, services and procedures are operated and/or maintained properly and efficiently in accordance with the Aerodrome Operations Manual submitted to the Authority, the applicable standards set out in the RACI 6001 and any condition specified in this Aerodrome Certificate.)*
- b) L'exploitant d'aérodrome doit s'assurer qu'un nombre suffisant de personnel qualifié et compétent est utilisé pour effectuer toutes les activités critiques pour le fonctionnement et l'entretien de son aérodrome, et qu'un programme de formation continue du personnel est mis en œuvre. *(The Aerodrome Operator shall ensure that an adequate number of qualified and skilled personnel are employed to perform all critical activities for the operation and maintenance of its aerodrome, and that a program to upgrade the competency of the personnel is in place.)*
- c) L'exploitant d'aérodrome doit s'assurer de la bonne coordination avec les organismes responsables des services d'information aéronautique, services météorologiques, de sécurité et d'autres domaines liés à la sécurité mis en place. *(The Aerodrome Operator shall ensure that proper coordination with the agencies responsible for aeronautical information services, meteorological services, security and other areas related to safety are established.)*
- d) L'exploitant d'aérodrome doit permettre le libre accès à l'aérodrome et toute installation associée, équipements, documents, dossiers relatives au fonctionnement ou à la sécurité de l'aérodrome aux

 <p>Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire</p>	<p>Règlement aéronautique de Côte d'Ivoire relatif à la certification des aérodromes</p> <p>« RACI 6003 »</p>	<p>Edition 3 Date : 08/12/2016 Amendement 02 Date : 08/12/2016</p>
---	---	---

fins d'inspection, d'essais et /ou vérification de la performance. *(The Authority shall be granted free access to the aerodrome and any associated facility, equipment, document, record relating to the operation, safety or security of the aerodrome for the purpose of inspection, testing and/or verification of performance.)*

- e) L'exploitant d'aérodrome doit aviser l'organisme responsable des services d'information aéronautique de tout changement à l'installation de l'aérodrome ou de l'équipement ou le niveau de service à l'aérodrome qui a été planifié à l'avance et qui est susceptible d'affecter l'exactitude de l'information contenue dans une publication avant tout changement. *(The Aerodrome Operator shall notify the agency responsible for aeronautical information services of any change to any aerodrome facility or equipment or level of service at the aerodrome which has been planned in advance and which is likely to affect the accuracy of the information contained in any publication by the agency before effecting the change.)*
- f) L'exploitant d'aérodrome doit mettre en œuvre les mesures additionnelles de sécurité ou de sûreté de l'aviation qui pourraient être exigées par l'Autorité. *(The Aerodrome Operator shall implement such additional safety or aviation security related measures as may be required by the Authority.)*
- g) Ce certificat d'aérodrome n'est pas transférable sans l'autorisation de l'ANAC. *(This Aerodrome Certificate is not transferable without approval of the Authority.)*

5.2 Exemptions accordées (Conditions Spéciales) *[Exemptions granted]*

Note 1.- Le terme « exemptions » inclut également les exceptions, les dérogations et les prorogations prolongées.

Note 2.- écarts autorisés par rapport à la compatibilité de l'aérodrome décrite au Chapitre 4, conditions/restrictions opérationnelles dont ils sont assortis et leur validité.

-- FIN --